**CONVENTION POUR LA SAUVEGARDE
DU PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL**

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ÉTATS PARTIES À LA CONVENTION**

**Neuvième session**

**Siège de l’UNESCO, Salle I**

**5 – 7 juillet 2022**

**Point 10 de l’ordre du jour provisoire :**

**Utilisation des ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel**

|  |
| --- |
| **Résumé**L’article 7(c) de la Convention prévoit que le Comité prépare et soumette à l’approbation de l’Assemblée générale un projet de plan d’utilisation des ressources du Fonds. Le présent document contient ce projet de plan, tel que recommandé par le Comité pour la période 2022– 2023 et le premier semestre 2024 (Annexe).**Décision requise :** paragraphe 40 |

#### CONTEXTE

1. L’article 7(c) de la Convention stipule que le Comité « prépare et soumet à l’approbation de l’Assemblée générale un projet de plan d’utilisation des ressources du [Compte spécial] pour le Fonds [du patrimoine culturel immatériel] [ (ci-après « le Fonds »)], conformément à l’article 25 » de la Convention. Le projet de plan (ci-après le « Plan »), soumis par le Comité conformément à sa décision [16.COM 13](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/16.COM/13) et annexé au présent document, a été préparé conformément aux orientations figurant aux paragraphes 66 et 67 des Directives opérationnelles, et en s’appuyant sur l’expérience de mise en œuvre du plan des exercices biennaux précédents. Le rapport narratif et financier pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021, tel que requis par l’article 10 du Règlement financier du Fonds, est disponible dans le document [LHE/22/9.GA/INF.10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-INF.10-FR.docx).
2. Conformément à l’article 2 du Règlement financier du Fonds, « l’exercice financier pour les prévisions budgétaires est de deux années civiles consécutives dont la première est une année paire ». Toutefois, l’Assemblée générale des États parties à la Convention se réunit en session ordinaire dans les années paires, environ six mois après le début de l’année civile. Il est donc demandé à la présente Assemblée d’approuver un Plan couvrant la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023 et, de manière provisoire, pour les six premiers mois de l’exercice financier suivant, soit du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024. Le budget prévisionnel du premier semestre 2022 adopté par la huitième session de l’Assemblée générale (Résolution [8.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/8.GA/7)) sera remplacé par le présent Plan lorsqu’il aura été approuvé par la présente session de l’Assemblée générale.
3. À la fin de l’année 2021, le solde des fonds disponibles pour les activités du programme était de 8 732 653 dollars des États-Unis, à l’exclusion du Fonds de réserve. Il est proposé que l’Assemblée générale alloue des fonds à chaque ligne sur la base de pourcentages des ressources totales disponibles, et non en valeur absolue. Cela permettra, en cas de besoin, que les contributions obligatoires reçues au cours de l’exercice biennal soient affectées à chaque ligne budgétaire, en fonction des pourcentages approuvés. De cette manière, le Comité pourra utiliser toute contribution volontaire supplémentaire importante sans restriction (telle que prévue à l’article 27 de la Convention) qui pourrait être créditée au profit du Fonds au cours de l’exercice biennal. Dans le même temps, il est également proposé que l’Assemblée générale, comme elle l’a fait lors de ses précédentes sessions, autorise le Comité à faire immédiatement usage de telles contributions ; dès réception, conformément aux pourcentages définis dans le Plan.
4. Par ailleurs, il est demandé à l’Assemblée générale d’autoriser le Comité à faire immédiatement usage des contributions liées à des projets spécifiques, à condition qu’elles entrent dans le cadre des deux priorités de financement approuvées par le Comité pour la période 2022–2025 (Décision [16.COM 12](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/16.COM/12)) : « Renforcement des capacités de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel par le biais d’approches multimodales et contribuer au développement durable » et « Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle ». La liste de ces contributions, ainsi que des autres contributions complémentaires volontaires supplémentaires et celle des donateurs, se trouve dans le document d’information [LHE/22/9.GA/INF.10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-INF.10-FR.docx).
5. Le présent document fournit tout d’abord un aperçu de l’état d’avancement du fonds et des tendances actuelles, y compris une mise à jour concernant le sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat depuis que l’objectif annuel a été réévalué par l’Assemblée générale en 2020 (partie I). Le plan proposé pour l’utilisation des ressources du fonds pour la période 2022–2023 est ensuite présenté avec une justification pour chaque ligne budgétaire (partie II).

#### SITUATION ACTUELLE ET ÉVOLUTION

1. Sur la base du rapport susmentionné pour la période du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021, et suite à l’analyse des tendances présentées dans le document [LHE/21/16.COM/13](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-13-FR.docx), cette section décrit l’évolution des dépenses du fonds et des contributions obligatoires mises en recouvrement jusqu’au 31 décembre 2021.

**Dépenses**

1. Après une croissance continue au cours de trois exercice biennaux consécutifs, les dépenses sont en baisse, passant de 5,4 millions de dollars des États-Unis au cours de l’exercice biennal 2018–2019 (taux de dépenses de 62,9 %) à 3,6 millions de dollars des États-Unis au cours de l’exercice biennal 2020–2021 (taux de dépenses de 46,1 %). Cela correspond approximativement au niveau de dépenses, tant en taux qu’en valeur nominale, observé au cours de l’exercice biennal 2016–2017 (voir figure 1 ci-dessous).
2. Cette diminution est en grande partie liée aux effets de la pandémie de COVID-19 ; les opérations du Secrétariat, ainsi que celles des États parties dans le monde, ont en effet été fortement impactées pendant la période considérée par le rapport. La crise sanitaire mondiale a mené, *entre autres*, aux faits suivants :
* la baisse du nombre de demandes d’assistance internationale soumises par les États parties, combinée au retard dans le début des projets approuvés (voir document [LHE/21/16.COM/7.d](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-7.d-FR.docx)), et la baisse correspondante de l’utilisation des fonds dédiés à l’assistance internationale au titre des lignes budgétaires 1 et 2 (voir paragraphe 9 ci-dessous) ;
* le retard ou le report de plusieurs activités prévues au titre de la ligne budgétaire 3 « autres fonctions du Comité » (voir annexe V du document [LHE/22/9.GA/INF.10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-INF.10-FR.docx)) ; et
* le passage à un format en ligne de toutes les réunions statutaires du Comité et de l’Organe d’évaluation entre mars 2020 et décembre 2021 ; cela signifie que, malgré d’autres coûts encourus provenant d’autres sources, les lignes budgétaires allouées pour couvrir les frais de déplacement des participants (lignes budgétaires 4, 5 et 6) sont restées quasiment intactes.



**Figure 1 :** Évolution desdépenses du Fonds

1. La figure 2 (ci-dessous) montre une diminution de l’utilisation des fonds dédiés à l’assistance internationale, correspondant aux lignes budgétaires 1, 1.1 et 2. À l’issue de l’exercice biennal 40 C/5 (2020–2021), le taux de dépenses pour ces lignes représentait 44 % contre 52 % durant l’exercice biennal 2018–2019. Il est à noter que malgré cette baisse, les dépenses liées à l’assistance internationale restent nettement supérieures à celles connues jusqu’en 2017 ; par exemple, elles ont atteint 2,2 millions dollars des États-Unis en 2020–2021 contre 1,3 million dollars des États-Unis en 2016–2017. L’exercice biennal a également été marqué par la diminution du nombre de demandes soumises par les États parties, passant de quarante-huit demandes enregistrées et traitées par le Secrétariat en 2018 et 2019 à trente-quatre du 1er janvier 2020 au 31 décembre 2021. Au cours de la période considérée par le rapport, seize demandes d’assistance internationale ont été approuvées par le Comité et son Bureau, dont huit en Afrique (43 % du montant total des fonds accordés au cours de la période considérée) et quatre dans les petits États insulaires en développement (PEID).



**Figure 2 :** Taux de dépenses pour l’assistance internationale et préparatoire

**Contributions mises en recouvrement**

1. Il convient de rappeler que le **versement des contributions** est une obligation incombant à tous les États parties ayant ratifié la Convention, conformément à son article 26. Étant donné que les États parties exercent des droits et bénéficient des avantages qui leur sont conférés en vertu de la Convention, ils sont également tenus de respecter en retour leurs engagements correspondants. Le manque de liquidités, causé par le paiement tardif des contributions mises en recouvrement, pourrait retarder et compromettre ainsi la mise en œuvre des activités prévues dans le budget.
2. Tel qu’indiqué dans l’[État des contributions mises en recouvrement pour la période du 1 janvier 2020 au 31 décembre 2021](https://ich.unesco.org/doc/src/55043.pdf), les **contributions obligatoires mises en recouvrement** impayées au 31 décembre 2021 représentent 409 948 dollars des États-Unis (contre 435 138 dollars des États-Unis au 31 décembre 2019), dont 171 869 dollars des États-Unis correspondent aux contributions impayées pour les années antérieures à 2020. Au 31 décembre 2021, 74 États parties (42 % de tous les États parties liés par l’article 26.1 de la Convention) n’avaient pas payé leur contribution pour 2020–2021. Parmi eux, 27 États parties (15 %) n’avaient pas non plus payé leur contribution pour les années antérieures à 2020. Les paiements des **contributions volontaires mises en recouvrement** par les États parties, conformément à l’article 26.2 de la Convention, pour l’exercice biennal 2020–2021, ont été en moyenne de 76 % du montant des contributions mises en recouvrement, ce qui est comparable à l’exercice biennal précédent et reste plus élevé que les trois derniers exercices biennaux (63 % en moyenne).

**Perspectives pour les futurs cycles budgétaires**

1. Dans le contexte de crise sanitaire mondiale qui a marqué l’exercice biennal 2020–2021, le solde du Fonds en fin d’année a retrouvé le niveau qu’il avait à la fin de l’exercice biennal 2016–2017. Toutefois, compte tenu des évolutions récentes liées à la pandémie, il est espéré que la mise en œuvre des activités reprendra à un rythme plus ‘normal’, augmentant ainsi les dépenses de l’exercice biennal pour les cycles budgétaires actuels et futurs, comme prévu dans le Plan présenté à la huitième session de l’Assemblée générale en 2020 (document [LHE/20/8.GA/7 Rev.](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-20-8.GA-7_Rev.-FR.docx)). Dans le même temps, le Fonds reste en bonne santé ; il peut actuellement répondre aux besoins des États parties et des communautés, y compris les besoins générés et/ou exacerbés par la pandémie. En outre, la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription de la Convention de 2003 peut créer des canaux supplémentaires pour les demandes d’assistance internationale des États parties (via les procédures proposées pour le transfert des éléments d’une Liste à l’autre et l’inscription sur une base étendue ou réduite) ; elle permet également de faciliter et d’accélérer leur traitement en déléguant l’examen de toutes les demandes d’assistance internationale au Bureau du Comité. Si les résultats de la réflexion globale sont adoptés par l’Assemblée générale (document [LHE/22/9.GA/9](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-9-FR.docx)), le Fonds sera en mesure de répondre aux demandes que les États parties souhaiteraient soumettre.

**Sous-fonds pour le renforcement des ressources humaines du Secrétariat**

1. Le sous-fonds, destiné à renforcer les ressources humaines du Secrétariat, a été créé par l’Assemblée générale en juin 2010 (Résolution [3.GA 9](https://ich.unesco.org/fr/Resolutions/3.GA/9)) afin de soutenir le Secrétariat sur une base durable, et de lui permettre de répondre aux besoins exprimés par les États parties. L’objectif annuel du sous-fonds, initialement fixé à environ 1,1 million dollars des États-Unis en 2010, a été réévalué par la huitième session de l’Assemblée générale en 2020 à 950 000 dollars des États-Unis par an (Résolution [8.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/8.GA/7)). Au cours de l’exercice biennal 2020–2021, huit contributions volontaires ont été reçues de la part de la Lituanie, de Monaco (deux fois), de la Palestine, de la Slovaquie (trois fois) et de la Fondazione Museo del Violino Antonio Stradivari (Italie) pour un montant total de 65 597,62 dollars des États-Unis. Ce montant total correspond à 3,5 % de l’objectif approuvé par l’Assemblée générale en 2020.
2. Ces dernières années, la Convention a connu simultanément une expansion géographique (180 États parties au 31 décembre 2021), ainsi que le développement d’initiatives thématiques. Il s’agit notamment d’actions concernant la « sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle », le « patrimoine culturel immatériel en situation d’urgence », la récente réforme du mécanisme de rapport périodique et la réflexion lancée par le Comité sur les mécanismes d’inscription sur les listes de la Convention. Ces développements récents démontrent la pertinence continue de la Convention ; ils sont positifs pour le présent et l’avenir de sa mise en œuvre. Il faut toutefois garder à l’esprit que ces initiatives nécessitent un soutien continu du Secrétariat. Cela a été récemment souligné dans l’évaluation de l’action de l’UNESCO dans le cadre de la Convention de 2003 pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, réalisée par la Division des services de contrôle interne de l’UNESCO (IOS, anciennement appelée Services d’évaluation et d’audit) en 2021 (document [LHE/21/16.COM/INF.10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM-INF.10-FR.docx), ci-après dénommée « évaluation IOS »). Ladite évaluation rappelle que « des ressources humaines supplémentaires et stables [au sein du Secrétariat...] seront nécessaires pour répondre aux demandes croissantes des États parties, et à la capacité de répondre d’aller au-delà des obligations statutaires ».
3. À cette fin, l’Assemblée générale pourrait vouloir prendre en considération les implications en termes de ressources humaines, afin de s’assurer que le Secrétariat est à même de fournir un soutien adéquat en faveur de ces nouvelles actions. Dans le cas contraire, certaines de ces initiatives devront être suspendues en fonction des priorités à identifier par les organes directeurs. À cet égard, il convient de noter que l’objectif fixé par l’Assemblée générale depuis la création du sous-fonds en 2010 n’a jamais été atteint. De fait, les contributions au sous-fonds ont connu un net déclin depuis 2010, avec une moyenne de 13 % de l’objectif par exercice biennal, passant de 511 885 dollars des États-Unis en 2010-2011 (23 % de l’objectif, le taux le plus élevé jamais atteint) à 65 598 dollars des États-Unis en 2020–2021 (3,5 % l’objectif, le taux le plus faible jamais atteint).

#### LIGNES BUDGÉTAIRES ET ALLOCATIONS POUR LE 41 C/5 (2022–2023)

1. La proposition d’affectation des fonds pour l’exercice biennal 41 C/5 (2022–2023) suit la structure fondée sur les lignes budgétaires, qui a été utilisée pour les exercices équivalents passés. Ces lignes budgétaires peuvent être divisées en trois catégories, à savoir les dépenses liées : a) à l’assistance internationale ; b) aux « autres fonctions du Comité » au sens de l’article 7 de la Convention ; et c) à la participation aux réunions des organes directeurs et aux services consultatifs pour le Comité. Le pourcentage d’allocation exprimé pour chaque ligne budgétaire proposée à cette occasion suit également largement la même proportionnalité que l’exercice biennal passé, avec des variations tenant compte de l’augmentation de 11,4 % des fonds disponibles pour les activités du programme (à l’exclusion du Fonds de réserve) à la fin de l’exercice biennal 2020–2021 (8,7 millions dollars des États-Unis) par rapport à la fin de l’exercice biennal 2018–2019 (7,8 millions dollars des États-Unis) :

• Une augmentation de la ligne budgétaire 2 (Assistance préparatoire) de 2 % à 2,6 % et de la ligne budgétaire 7 (Services consultatifs pour le Comité) de 6 % à 7,7 % afin de prévoir les coûts supplémentaires encourus par la mise en œuvre des résultats de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes de la Convention de 2003 (document [LHE/22/9.GA/9](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-9-FR.docx)), si les nouvelles procédures proposées pour le transfert, le retrait et les inscriptions sur une base étendue/réduite des éléments inscrits sont approuvées par la présente session de l’Assemblée générale (voir paragraphes 22 et 37). Cette augmentation (et celle de la ligne budgétaire 4 de 2,63% à 3,10%) est compensée par une diminution de 1,96 % de la ligne budgétaire 1 (Assistance internationale) et de 0,79 % de la ligne budgétaire 1.1 (Ressources humaines pour améliorer les mécanismes d’Assistance internationale). Alors que les lignes budgétaires 1 et 1.1 seront réduites en pourcentages, les montants nominaux de ces deux lignes seront légèrement augmentés, car le budget global est plus élevé que celui de l’exercice biennal précédent ;

• Compte tenu des conclusions de l’évaluation IOS, il est proposé d’utiliser une partie des fonds de la ligne budgétaire 1 pour couvrir les coûts de suivi et d’évaluation des projets, afin de mieux soutenir les États parties dans la mise en œuvre des programmes de sauvegarde et de mesurer la contribution des projets d’assistance internationale aux efforts nationaux de sauvegarde.

**Assistance internationale**

1. Conformément aux priorités fixées par les orientations concernant l’utilisation des ressources du Fonds aux paragraphes 66 et 67 des Directives opérationnelles, il est proposé qu’une grande majorité des ressources (62,6 %) soit allouée à l’attribution de l’assistance internationale aux États parties, afin de compléter leurs efforts nationaux de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (**lignes budgétaires 1, 1.1 et 2**).
2. Dans le cadre de ce pourcentage combiné, des fonds alloués à la **ligne budgétaire 1** (50 %) sont prévus pour le soutien aux États, par le biais des mécanismes d’assistance internationale, pour la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, pour la préparation d’inventaires et pour d’autres programmes et projets de sauvegarde. Bien que le nombre de demandes ait diminué au cours de l’exercice biennal précédent (voir paragraphe 9), il est important de maintenir l’allocation de la ligne budgétaire 1 à un niveau élevé, de façon à permettre aux États parties de renforcer leurs efforts de sauvegarde.
3. Notant que les projets soutenus par le Fonds du patrimoine culturel immatériel à travers les mécanismes d’assistance internationale bénéficient d’un « niveau relativement faible de suivi et d’évaluation globale », l’évaluation IOS recommande de renforcer la qualité de la conception des projets, du suivi et des rapports de résultats (Recommandation 6 de l’IOS) et de promouvoir la « fourniture de lignes directrices et d’outils pertinents pour la conception, la mise en œuvre et les rapports sur les projets » (Recommandation 5 de l’IOS). Le suivi et l’évaluation des projets individuels nécessitent des ressources importantes pour le Secrétariat et les bureaux hors-siège impliqués dans la mise en œuvre des projets concernés et bénéficieraient, dans certains cas, de l’aide d’experts externes, en particulier pour fournir une évaluation indépendante des projets. À cette fin, le Comité a autorisé le Secrétariat, à titre expérimental, à utiliser les fonds de la ligne budgétaire 1 pour un montant ne dépassant pas 10 %[[1]](#footnote-1) du budget de chaque projet d’assistance internationale approuvé, afin de financer la mise à disposition d’expertise, telle que décrite à l’article 21 de la Convention, pour le suivi et l’évaluation des projets d’assistance internationale en cours et récemment achevés. Ces fonds supplémentaires, distincts des subventions allouées aux bénéficiaires, seraient dédiés à l’évaluation et au suivi des projets et seraient gérés directement par le Secrétariat. Les actions de suivi et d’évaluation seront réalisées selon les méthodologies qui seront développées dans le cadre de la stratégie de suivi de l’assistance internationale ; elles pourront prendre la forme de missions de suivi et de contrats avec des experts individuels, à prévoir en coopération avec l’État partie concerné et en fonction des besoins et exigences de chaque projet.
4. Lors de sa septième session en juin 2018, l’Assemblée générale a approuvé la création de trois postes extra-budgétaires à durée déterminée (Résolution [7.GA 8](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/7.GA/8)) afin de constituer une équipe dédiée pour rendre opérationnelle la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale (équipe SIM). Il est proposé d’affecter environ 10 % des ressources du Fonds pour couvrir les coûts de ces trois postes (**ligne budgétaire 1.1**).
5. Par ailleurs, il est proposé de budgéter 2,6 % des fonds pour l’octroi de l’assistance préparatoire (**ligne budgétaire 2**), ce qui représente une légère augmentation par rapport à l’exercice biennal actuelle (2 %). Au-delà de l’assistance préparatoire aux dossiers de candidature, cette ligne budgétaire couvre les frais engagés pour la fourniture de l’assistance technique aux États parties pour la préparation des demandes d’assistance internationale[[2]](#footnote-2).
6. Par ailleurs, il est proposé, au travers du présent Plan, que la ligne budgétaire 2 serve également à accorder une assistance préparatoire aux demandes de transfert d’éléments inscrits entre les deux listes de la Convention, ainsi qu’aux inscriptions d’éléments sur une base étendue ou réduite. Il s’agit d’une [recommandation du groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée, dans le cadre de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les Listes de la Convention de 2003](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-21-16.COM_WG-Recommandations_FR.docx) (partie I et partie II) en ce qui concerne l’introduction de procédures spécifiques pour le transfert d’éléments inscrits entre les deux listes de la Convention, ainsi que pour les inscriptions d’éléments sur une base étendue ou réduite ; cette recommandation a été soumise par la seizième session du Comité à la présente session de l’Assemblée générale en vue d’être examinée dans le cadre du point 9 de l’ordre du jour provisoire (voir la décision [16.COM 14](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/16.COM/14) et le document [LHE/22/9.GA/9](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-9-FR.docx)).
7. Dans le cadre des procédures proposées, les États parties et les communautés concernées se verraient offrir la possibilité de demander des conseils d’experts avant la soumission éventuelle d’une demande de transfert ou d’inscription sur une base étendue/réduite (« actions de pré-soumission »). Sur la base d’une lettre de l’État partie demandant une assistance, le Secrétariat pourrait organiser l’apport d’une expertise, telle que décrite à l’article 21 de la Convention, de façon à aider l’État et les communautés à élaborer ladite demande. Si la présente Assemblée générale approuve cette possibilité « d’assistance aux actions de pré-soumission » au titre du point 9, l’augmentation de l’allocation proposée de 2 % à 2,6 % permettrait d’offrir cette assistance pour un nombre initial de demandes que le Secrétariat pourrait recevoir au cours de l’exercice biennal 2022–2023.

**« Autres fonctions du Comité »**

1. **La ligne budgétaire 3** (« autres fonctions du Comité ») sera maintenue à 20 % afin de renforcer le travail initié pendant l’exercice biennal en cours, en tenant compte des recommandations émises par l’évaluation IOS 2021. Ces fonctions sont énumérées à l’article 7 de la Convention et le Secrétariat utilise ces fonds pour aider le Comité à remplir ces fonctions, conformément à l’article 10 de la Convention. Ces fonds seront utilisés pour des actions en amont et transversales, visant à promouvoir les objectifs de la Convention et à encourager et suivre leur mise en œuvre (article 7[a]), ainsi qu’à fournir des orientations sur les mesures de sauvegarde du patrimoine culturel immatériel (article 7[b]).
2. Lors de sa quatorzième session en 2019, le Comité a introduit une nouvelle procédure d’approbation du plan de dépenses au titre de la ligne budgétaire 3 (Décision [14.COM 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/14.COM/7)). Conformément à la présente décision, le Plan proposé, présenté à l’Assemblée générale, comprend une ventilation en pourcentage sous la ligne budgétaire 3 en termes de résultats escomptés (RE) conformément au C/5 approuvé. En poursuivant l’approche du précédent exercice biennal, les Résultats Escomptés proposés sont alignés sur les indicateurs de performance définis dans le [41 C/5](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000380868_fre/PDF/380868fre.pdf.multi), approuvé, pour le Grand programme IV : Culture, Effet 5, Produit 5.CLT4 « Renforcement des capacités des États membres et des communautés en matière d’identification, de sauvegarde et de promotion du patrimoine vivant».
3. La ventilation budgétaire proposée pour l’exercice biennal en cours vise à équilibrer la répartition entre les différents RE :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Résultat escompté (RE)** | **2020−2021[[3]](#footnote-3)** | **2022−2023** |
| RE 1 : Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances | 27 % | **25 %** |
| RE 2 : Mise en œuvre de la Convention dans les États membres, encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé | 33 % | **33 %** |
| RE 3 : Appui à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement | 13 % | **19 %** |
| RE 4 : Promotion des objectifs de la Convention par des actions de sensibilisation et d’information | 27 % | **23 %** |

1. Conformément à la [résolution 41 C/76](https://unesdoc.unesco.org/in/documentViewer.xhtml?v=2.1.196&id=p::usmarcdef_0000380399_fre&file=/in/rest/annotationSVC/DownloadWatermarkedAttachment/attach_import_7c9c732f-79d8-463d-86f5-3b6477ff6621%3F_%3D380399fre.pdf&updateUrl=updateUrl9017&ark=/ark:/48223/pf0000380399_fre/PDF/380399fre.pdf.multi&fullScreen=true&locale=fr#%5B%7B%22num%22%3A200%2C%22gen%22%3A0%7D%2C%7B%22name%22%3A%22XYZ%22%7D%2C54%2C607%2C0%5D) (paragraphe 5(b)) adoptée par la Conférence générale lors de sa 41ème session en novembre 2021, autorisant la Directrice générale à effectuer des transferts entre les lignes de crédit du Programme ordinaire de l’UNESCO jusqu’à hauteur de 5 % du crédit initial au titre du 41 C/5, le Comité a autorisé le Secrétariat à effectuer des transferts entre les activités incluses dans les propositions spécifiques de la ligne budgétaire 3 jusqu’à un montant cumulé équivalent à 5 % de l’allocation totale initiale (Décision [16.COM 13](https://ich.unesco.org/fr/d%C3%A9cisions/16.COM/13)). Sur la base du montant indicatif du budget indiqué dans l’annexe, cela équivaudrait à 87 327 dollars des États-Unis. Le Secrétariat informera l’Assemblée générale et le Comité par écrit, lors de la session suivant cette action, des détails et des motifs de ces transferts, s’ils se produisent.

**Résultat escompté 1 : Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances**

1. Il reste essentiel d’apporter un soutien adéquat aux organes directeurs de la Convention et aux États membres, dans une perspective de bonne gouvernance de la Convention. À cet égard, l’évaluation IOS a souligné l’importance d’une stratégie solide de gestion des connaissances, afin de tirer parti de quantités abondantes d’informations ; elle a également recommandé de faciliter la gestion des connaissances sur le patrimoine culturel immatériel et les mesures de sauvegarde (Recommandation 10). Depuis la création de la Convention, une masse critique d’informations a été collectée et la quantité de données augmente à un rythme et une intensité croissants, du fait de l’introduction du Cadre global de résultats et de la réforme du mécanisme de rapport périodique, du nombre croissant de parties prenantes impliquées, du nombre élevé de candidatures soumises, du suivi et de l’évaluation accrus des projets d’assistance internationale ou des premiers résultats des travaux sur de nouveaux domaines thématiques. Conformément à l’évaluation IOS, le Secrétariat redéfinira sa stratégie de gestion des connaissances de sorte à rationaliser la production des données, à améliorer ses outils d’analyse des données, à assurer l’utilité des informations recueillies pour la sauvegarde et à faciliter l’accès à ces informations grâce à des formats conviviaux et ouverts. Cette nouvelle stratégie pourrait également offrir plus d’espace aux informations émanant de partenaires tels que les centres de catégorie 2, les ONG accréditées, les chaires UNESCO et les institutions nationales, notamment en ce qui concerne leurs activités opérationnelles, leurs pratiques de sauvegarde et leurs recherches.
2. En réponse à la recommandation de l’IOS de s’attaquer aux domaines thématiques prioritaires (Recommandation 3), le Secrétariat entend poursuivre son travail sur les aspects économiques du patrimoine vivant en se basant sur le travail en cours initié au cours du précédent exercice biennal portant sur les mesures de sauvegarde et les bonnes pratiques qui traitent du risque de décontextualisation et de commercialisation excessive des éléments. Le travail thématique sera étendu à d’autres domaines, comme le changement climatique ou le patrimoine culturel immatériel en milieux urbains. En outre, en s’appuyant sur l’opérationnalisation accrue des mécanismes d’assistance internationale au cours des dernières années, le Secrétariat renforcera le suivi des projets financés par le Fonds et recueillera les enseignements tirés des projets en cours et achevés. Cet objectif sera atteint grâce à l’élaboration et la mise en œuvre d’une stratégie de suivi visant à évaluer les résultats des projets d’assistance internationale et leurs impacts sur la sauvegarde du patrimoine vivant. Les efforts porteront également sur le développement d’outils de communication et en ligne visant à promouvoir l’assistance internationale, afin d’encourager la soumission des demandes.

**Résultat escompté 2 : Mise en œuvre de la Convention dans les États membres, encouragée par un programme de renforcement des capacités consolidé**

1. Le succès et le rôle central du programme global de renforcement des capacités dans le cadre de la mise en œuvre de la Convention ont été souligné de manière positive dans l’évaluation IOS, qui a relevé que si la demande continue à croître, le contexte et les besoins évoluent, ce qui nécessite une adaptation stratégique et le développement de programmes. La pandémie de COVID-19, en particulier, a créé des défis pour l’exécution de programmes, mais a également offert de nouvelles opportunités pour l’apprentissage numérique, la consultation et le mise en réseau. Parallèlement, une prise de conscience accrue du rôle important de la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans la réponse aux défis du développement social a entraîné l’évolution des besoins en matière de renforcement des capacités dans un plus large éventail de domaines politiques et thématiques avec de nouveaux publics.
2. Le Secrétariat s’attachera à renforcer la portée régionale et l’expertise thématique de son réseau de facilitateurs, tout en adaptant son approche de programme aux nouvelles modalités en ligne et hybrides et en s’adressant à de nouveaux publics (Recommandations 8 et 9 de l’IOS). Il recensera les capacités et les besoins existants du réseau ; il exploitera la technologie et les plateformes de médias sociaux pour soutenir le travail en réseau ; et il offrira des opportunités pour de nouvelles adhésions. Le Secrétariat poursuivra la réorientation du programme, en combinant apprentissage en ligne, formation en présentiel et auto-apprentissage. Cela impliquera l’adaptation et la mise à jour des documents dans les domaines d’action clés de la Convention, l’élaboration d’outils et l’élargissement du champ thématique du programme dans des domaines tels que « patrimoine culturel immatériel et commercialisation » et « patrimoine culturel immatériel et contextes urbains ». Le Secrétariat mettra notamment en place un système de gestion de l’apprentissage, en étroite collaboration avec le réseau des facilitateurs et d’autres partenaires, afin de permettre aux utilisateurs de créer, gérer et diffuser facilement du contenu de formation pour différentes modalités et contextes. Les partenariats avec les centres de catégorie 2, les chaires UNESCO, les universités ainsi qu’avec les ONG et les organisations actives dans les domaines de la culture et du patrimoine, seront renforcés.

**Résultat escompté 3 : Appui à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement**

1. Depuis la création du programme « Sauvegarde du patrimoine culturel immatériel dans l’éducation formelle et non formelle » en 2017, des avancées ont été réalisées dans l’élaboration de méthodes et de projets visant à intégrer le patrimoine vivant dans un large éventail de programmes et des contextes d’éducation formels et non formels. Ce qui s’est traduit par une meilleure appréciation de la diversité culturelle parmi les jeunes participants, de renforcer la confiance envers les enseignants et de mieux comprendre le rôle important du patrimoine culturel immatériel dans une éducation de qualité (ODD 4). Il est temps de passer à l’échelle supérieure en recourant à une approche combinée d’un renforcement de la collaboration interministérielle à tous les niveaux et les initiatives ascendantes. C’est la conclusion de l’évaluation IOS, qui a recommandé comme étape suivante que le Secrétariat et le secteur de l’éducation de l’UNESCO affinent et réfléchissent à la portée du programme en utilisant la théorie du changement proposée (Recommandation 4).
2. Le Secrétariat organisera ce processus de réflexion intersectoriel, conjointement avec le Secteur de l’éducation, élaborera un cadre commun pour la deuxième phase de ce programme et en facilitera l’utilisation pour la conception, le suivi et les rapports sur le projet. En outre, le Secrétariat développera des capacités, des outils et des méthodologies pertinents avec des experts et des acteurs qui pourront servir à aider les pays à développer le programme au niveau national. Une attention particulière sera accordée au développement de méthodes d’évaluation innovante, afin d’évaluer la réussite de l’apprentissage dans ce nouveau domaine et de générer des données et des analyses plus solides, qui sont indispensables pour plaider en faveur d’une plus grande intégration du patrimoine vivant dans les systèmes éducatifs. La collaboration avec les institutions de recherche et d’éducation pertinentes sera établie à cette fin. Le Secrétariat facilitera également le partage des connaissances, et la mise en réseau, en renforçant davantage le centre d’échange d’informations en ligne sur le patrimoine vivant et l’éducation, afin de permettre l’apprentissage par les pairs et la diffusion efficace des connaissances et des outils générés. De plus, le Secrétariat continuera à renforcer la collaboration intersectorielle et interinstitutionnelle en faveur de la sauvegarde du patrimoine vivant dans d’autres programmes de développement, notamment dans le cadre de la Décennie internationale des langues autochtones.

**Résultat escompté 4 : Promotion des objectifs de la Convention par des actions de sensibilisation et d’information**

1. Comme défini dans son article 1, l’un des principaux objectifs de la Convention est de sensibiliser à l’importance du patrimoine culturel immatériel et d’en assurer l’appréciation mutuelle, tandis que l’article 14 souligne le rôle de la sensibilisation comme mesure de sauvegarde en soi. Le [site internet de la Convention](https://ich.unesco.org/fr/accueil) est la clé de voûte de la diffusion d’informations sur la Convention et sa mise en œuvre, depuis les travaux des organes directeurs jusqu’aux projets et activités mis en œuvre au niveau national. Bien qu’il s’agisse d’un référentiel d’informations clé pour les représentants des États et les experts, son format et son contenu actuels se concentrent sur les mécanismes statutaires et le site internet ne constitue pas, actuellement, l’outil de communication engageant qu’il pourrait être. Les actions prévues pour le prochain exercice biennal contribueront à explorer de nouvelles voies de communication et de sensibilisation visant le grand public et les jeunes en particulier, comme le recommande l’évaluation IOS (Recommandation 11). Au-delà de son harmonisation avec la nouvelle charte graphique de l’UNESCO, le site internet sera restructuré pour mieux raconter des histoires, proposer des approches thématiques, offrir des navigations transversales – notamment autour des Objectifs de développement durable – et mettre en avant des contenus percutants, tels que la visualisation de données, des photos de grande qualité et des documents audiovisuels représentant le patrimoine vivant en action.
2. En s’appuyant sur l’expérience réussie de la [plateforme d’expériences du patrimoine vivant dans le contexte de la pandémie de COVID-19](https://ich.unesco.org/fr/plateforme-d-expriences-du-patrimoine-vivant-face-la-pandmie-01123) lancée en mai 2020, le Secrétariat renforcera également la capacité de son site internet à servir de plateforme d’échange et de communication ; en s’appuyant notamment sur le potentiel de communication et d’information de ses partenaires (centres de catégorie 2, ONG accréditées, Chaires UNESCO et institutions nationales). Pour mieux toucher les jeunes, le Secrétariat élaborera et mettra en œuvre un plan de communication intensifiant l’utilisation des médias sociaux, en utilisant tous les canaux et relais possibles. Des outils d’orientation seront développés pour aider les États parties à établir des stratégies de communication au niveau national. Déjà envisagées lors du précédent exercice biennal mais retardées en raison de la pandémie, de nouvelles initiatives seront prises pour atteindre des publics différents des publics habituels de la Convention et promouvoir la présentation du patrimoine vivant dans le cadre d’autres grands événements internationaux pertinents associés à domaines thématiques prioritaires (villes, changement climatique, environnement). Le potentiel transversal des interfaces « Plongez dans le patrimoine culturel immatériel ! » sera davantage exploité par le biais d’expositions tant physiques que virtuelles et des brochures électroniques seront préparées et organisées autour de thèmes stratégiques.

**Participation d’experts aux réunions des organes directeurs**

1. La participation d’experts du patrimoine culturel immatériel, représentant les États parties en développement, aux réunions statutaires est couverte soit par la **ligne budgétaire 4** lorsqu’ils sont membres du Comité, soit par la **ligne budgétaire 5** lorsqu’ils ne le sont pas. La participation d’experts représentant les ONG accréditées des pays en développement aux sessions du Comité est couverte par la **ligne budgétaire 6**. Il est proposé de consacrer respectivement 3,1%, 3,3% et 3,3% aux lignes précitées. Bien que les lignes budgétaires 5 et 6 demeurent inchangées, il est proposé d’augmenter légèrement la ligne budgétaire 4, afin de veiller à ce que des fonds suffisants soient disponibles pour couvrir les frais de participation des experts représentant les États parties en développement qui sont membres du Comité pour les dix-septième et dix-huitième sessions du Comité.

**Services consultatifs pour le Comité**

1. Il est proposé d’augmenter la **ligne budgétaire 7** de 6% à 7,7% pour couvrir le coût des services consultatifs fournis à la demande du Comité, de janvier 2022 à décembre 2023, en particulier ceux associés au travail de l’Organe d’évaluation et des ONG accréditées. L’augmentation de 1,7% est proposée à la lumière des coûts supplémentaires pouvant résulter de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes de la Convention de 2003 concernant le traitement, l’évaluation et l’examen des demandes de transfert d’éléments entre les listes et le registre de la Convention, l’inscription d’éléments, sur une base étendue ou réduite, et le suivi des éléments inscrits sur les listes de la Convention (voir la décision [16.COM 14](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/16.COM/14) et le document [LHE/22/9.GA/9](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-9-FR.docx)). Si l’Assemblée générale approuve les procédures susmentionnées au point 9 de l’ordre du jour provisoire, l’augmentation de l’allocation proposée permettrait le traitement, l’évaluation et l’examen d’un nombre initial de demandes, que le Secrétariat pourrait recevoir au cours de l’exercice biennal 2022–2023.
2. Au cours de sa huitième session, l’Assemblée générale a recommandé que le Secrétariat soit autorisé à effectuer des transferts entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7 à hauteur de 30 % de leur allocation initiale totale (Résolution [8.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/8.GA/7)). Bien qu’aucun transfert n’ait été nécessaire au cours de la période considérée par le rapport, puisque les frais de déplacement ont été considérablement réduits en raison de la pandémie, l’intention demeure de faire un bon usage des fonds en fonction des besoins de chaque cycle. Par conséquent, afin de pouvoir répondre au plus grand nombre possible de demandes d’assistance financière entre les différentes catégories de participants, le Comité a recommandé à l’Assemblée générale de continuer à autoriser le Secrétariat à effectuer des transferts entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7, jusqu’à hauteur de 30 % de leur montant total initial (Décision [16.COM 13](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/16.COM/13)). Si un transfert s’avérait nécessaire, le Secrétariat devrait informer, par écrit l’Assemblée générale et le Comité, lors de la session suivant cette action, des détails et des motifs de ces transferts.

**Mesure de continuité pour la mise en œuvre du Fonds**

1. Compte tenu du report de la huitième session de l’Assemblée générale (8.GA) de juin à septembre 2020 en raison de la pandémie de COVID-19, le Secrétariat, en consultation avec les Services centraux de l’UNESCO, a prolongé la validité du budget approuvé jusqu’à ce que la 8.GA puisse être convoquée. Cette mesure intermédiaire a permis de maintenir les activités soutenues par le Fonds, sans affecter le budget global approuvé par l’Assemblée générale. Suite à ce précédent, l’Assemblée générale a autorisé le Secrétariat, si l’Assemblée générale ne pouvait se réunir avant le 30 juin 2022, à poursuivre ses activités jusqu’à ce que l’Assemblée générale puisse se réunir (Résolution [8.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/8.GA/7)). Afin de s’assurer que les activités soutenues par le Fonds ne soient pas perturbées en 2024, l’Assemblée générale peut souhaiter prendre une résolution similaire, dans le cas où sa dixième session aurait lieu après le 30 juin 2024.
2. L’Assemblée générale souhaitera peut-être adopter la résolution suivante :

PROJET DE RÉSOLUTION 9.GA 10

L’Assemblée générale,

1. Ayant examiné les documents LHE/22/9.GA/10 et [LHE/22/9.GA/INF.10](https://ich.unesco.org/doc/src/LHE-22-9.GA-INF.10-FR.docx) et leurs annexes respectives,
2. Rappelant l’article 7(c) de la Convention et les paragraphes 66 et 67 des Directives opérationnelles,
3. Rappelant en outre la résolution portant ouverture de crédits pour l’exercice 2022–2023, adoptée par la Conférence générale de l’UNESCO ([41 C/Résolution 76](https://unesdoc.unesco.org/in/documentViewer.xhtml?v=2.1.196&id=p::usmarcdef_0000380399_fre&file=/in/rest/annotationSVC/DownloadWatermarkedAttachment/attach_import_7c9c732f-79d8-463d-86f5-3b6477ff6621%3F_%3D380399fre.pdf&updateUrl=updateUrl9017&ark=/ark:/48223/pf0000380399_fre/PDF/380399fre.pdf.multi&fullScreen=true&locale=fr#%5B%7B%22num%22%3A200%2C%22gen%22%3A0%7D%2C%7B%22name%22%3A%22XYZ%22%7D%2C54%2C607%2C0%5D)),

**Situation actuelle et évolution du Fonds**

1. Prend note de l’état des contributions mises en recouvrement du Fonds pour 2020–2021, rappelle que le paiement des contributions volontaires obligatoires et volontaires mises en recouvrement est, en vertu de l’article 26 de la Convention, une obligation incombant à tous les États parties qui ont ratifié la Convention, et invite tous les États parties qui n’ont pas encore payé la totalité de leurs contributions mises en recouvrement pour 2021 ou les années précédentes, y compris les contributions volontaires, à s’assurer du règlement de leurs contributions le plus tôt possible ;
2. Prend note en outre des donateurs qui ont versés, pendant l’exercice biennal 2020–2021, (a) des contributions volontaires supplémentaires pour des activités spécifiques approuvées par le Comité, à savoir l’Azerbaïdjan, la France, le Koweït, les Pays-Bas, la Suisse et le Centre international d’information et de travail en réseau pour le patrimoine culturel immatériel dans la région Asie-Pacifique (ICHCAP), ainsi que (b) des contributions volontaires supplémentaires au sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat, à savoir la Lituanie, Monaco, la Palestine, la Slovaquie et la Fondazione Museo del Violino Antonio Stradivari ;
3. Remercie tous les contributeurs qui ont apporté leur soutien à la Convention et son Secrétariat, depuis sa dernière session, sous différentes formes de soutien, financier ou en nature, telles que les contributions volontaires supplémentaires au Fonds du patrimoine culturel immatériel, y compris le sous-fonds pour le renforcement des capacités humaines du Secrétariat, des fonds-en-dépôt, ou le détachement de personnel, et encourage les contributeurs potentiels à envisager la possibilité de soutenir la Convention selon la modalité de leur choix ;
4. Réitère la nécessité d’améliorer les ressources humaines du Secrétariat sur une base durable, afin de permettre au Secrétariat de mieux répondre aux besoins des États parties et invite les États parties à verser des contributions volontaires supplémentaires au sous-fonds pour le renforcement des ressources humaines du Secrétariat ;

**Plan d’utilisation des ressources du Fonds**

1. Approuve le Plan d’utilisation des ressources du Fonds pour la période du 1 janvier 2022 au 31 décembre 2023, ainsi que pour la période du 1 janvier 2024 au 30 juin 2024, qui figure en annexe à la présente résolution ;
2. Comprend qu’elle pourra, lors de sa dixième session en 2024, réajuster le plan budgétaire du 1 janvier 2024 au 30 juin 2024 ; si l’Assemblée générale ne peut se réunir avant le 30 juin 2024, le Secrétariat est autorisé à poursuivre ses activités jusqu’à ce que l’Assemblée générale soit en mesure de se réunir ;
3. Se félicite du renforcement proposé du suivi et de l’évaluation des projets d’assistance internationale, conformément à l’évaluation IOS de l’action de l’UNESCO dans le cadre de la Convention et prend note également de l’autorisation accordée par le Comité au Secrétariat d’utiliser à titre expérimental un montant, ne dépassant pas 10 % du budget approuvé de chaque projet d’assistance internationale, en plus du montant accordé par le Comité ou par son Bureau pour chaque projet, afin de suivre et d’évaluer l’impact des projets soutenus par le Fonds ;
4. Se félicite en outre des ajustements réalisés concernant les allocations prévues pour rendre opérationnels les résultats de la réflexion globale sur les mécanismes d’inscription sur les listes de la Convention de 2003 ;
5. Prend note aussi de l’autorisation accordée par le Comité au Secrétariat, lors de l’utilisation des fonds alloués dans le cadre de la ligne budgétaire 3 du Plan, d’effectuer des transferts entre les activités relevant de la ligne budgétaire 3, à concurrence d’un montant cumulé équivalent à 5 pour cent de l’allocation initiale totale proposée à l’Assemblée générale à cette fin ;
6. Autorise le Comité à utiliser immédiatement toutes contributions supplémentaires volontaires qui pourraient être reçues durant ces périodes, comme le prévoit l’article 27 de la Convention, conformément aux pourcentages prévus par le Plan ;
7. Autorise en outre le Comité à utiliser immédiatement toutes les contributions qu’il pourrait accepter, durant ces périodes, à des fins spécifiques se rapportant à des projets déterminés, pourvu que ces projets aient été approuvés par le Comité avant la réception des fonds, comme décrit à l’article 25.5 de la Convention ;
8. Autorise également le Secrétariat à effectuer des transferts entre les lignes budgétaires 4, 5, 6 et 7, jusqu’à un montant équivalent à 30 pour cent de leur allocation initiale, et demande au Secrétariat d’informer par écrit le Comité et l’Assemblée générale, lors de la session suivant cette action, des détails et motifs de ces transferts.

**ANNEXE**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Projet de plan d’utilisation des ressources du Fonds** |  |  |
| Pour la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2023, ainsi que pour la période du 1er janvier au 30 juin 2024, les ressources du Fonds du patrimoine culturel immatériel peuvent être utilisées aux fins suivantes : | % appliqué au cours du précédent exercice biennal 2020–2021 | % du montant total proposé 2022–2023 [1] | Montants indicatifs2022–2023 | Montants indicatifsJanvier-Juin 2024 |
| 1. | Assistance internationale, y compris la sauvegarde du patrimoine inscrit sur la Liste du patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente, la préparation d’inventaires, et l’appui à d’autres programmes, projets ou activités de sauvegarde, y compris le suivi et l’évaluation des demandes approuvées ; | 51,96 % | 50,00 % | 4 366 327 $ | 1 091 582 $ |
| 1.1 | Renforcement des ressources humaines pour améliorer la mise en œuvre des mécanismes d’assistance internationale à travers trois postes à durée déterminée financés à l’aide de fonds extrabudgétaires (un P3, un P2 et un G5) ; | 10,79 % | 10,00 % | 873 265 $ | 218 316 $ |
| 2. | Assistance préparatoire pour les demandes d’assistance internationale, ainsi que pour les dossiers de candidature à la Liste de sauvegarde urgente, les propositions pour le Registre de bonnes pratiques de sauvegarde, le transfert d’éléments entre les listes et le Registre de la Convention et à l’inscription d’éléments sur une base étendue ou réduite ; | 2,00 % | 2,60 % | 227 049 $ | 56 762 $ |
| 3. | Autres fonctions du Comité telles que décrites à l’article 7 de la Convention, visant à promouvoir les objectifs de la Convention et à encourager et assurer le suivi de sa mise en œuvre, à travers notamment le renforcement des capacités en vue d’une sauvegarde efficace du patrimoine culturel immatériel, une plus grande sensibilisation à l’importance de ce patrimoine, la fourniture de conseils sur les bonnes pratiques de sauvegarde et la mise à jour et la publication des Listes et du Registre de bonnes pratiques de sauvegarde : | 20,00 % | 20,00 % | 1 746 531 $ | 436 633 $ |
|  | ***RE 1 :*** *Bonne gouvernance de la Convention de 2003 facilitée par l’amélioration du suivi et des services de gestion des connaissances ;* | *5,40 %* | *5,00 %* | 436 633 $ | 109 158 $ |
|  |  | *(27 % de la ligne 3)* | *(25 % de la ligne 3)* |
|  | ***RE 2 :*** *Mise en œuvre de la Convention dans les États membres, encouragée par un programme consolidé de renforcement des capacités ;* | *6,60 %* | *6,60 %* | 576 355 $ | 144 089 $ |
|  |  | *(33 % de la ligne 3)* | *(33 % de la ligne 3)* |
|  | ***RE 3 :*** *Appui à l’intégration du patrimoine culturel immatériel dans les plans, politiques et programmes de développement ;* | *2,60 %* | *3,70 %* | 323 108 $ | 80 777 $ |
|  |  | *(13 % de la ligne 3)* | *(19 % de la ligne 3)* |
|  | ***RE 4 :*** *Promotion des objectifs de la Convention par des actions de sensibilisation et d’information ;* | *5,40 %* | *4,70 %* | 410 435 $ | 102 609 $ |
|  |  | *(27 % de la ligne 3)* | *(23 % de la ligne 3)* |
| 4. | Participation aux sessions du Comité, de son Bureau et de ses organes subsidiaires d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des pays en développement membres du Comité ; | 2,63 % | 3,10 % | 270 712 $ | 67 678 $ |
| 5. | Participation aux sessions du Comité et de ses organes consultatifs d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des pays en développement parties à la Convention non membres du Comité; | 3,31 % | 3,30 % | 288 178 $ | 72 044 $ |
| 6. | Participation aux sessions du Comité, de son Bureau et de ses organes consultatifs d’entités publiques ou privées, de personnes physiques, notamment de membres de communautés et de groupes, qui ont été invitées par le Comité à titre consultatif sur des questions spécifiques, ainsi que d’experts du patrimoine culturel immatériel représentant des ONG accréditées de pays en développement ; | 3,31 % | 3,30 % | 288 178 $ | 72 044 $ |
| 7. | Les coûts des services consultatifs à fournir à la demande du Comité, y compris le soutien aux États en développement dont les représentants ont été nommés à l’Organe d’évaluation, le transfert d’éléments entre les listes et le Registre de la Convention, l’inscription d’éléments sur une base étendue ou réduite et le suivi des éléments inscrits sur les listes de la Convention. | 6,00 % | 7,70 % | 672 414 $ | 168 104 $ |
|  | **TOTAL** | **100,00 %** | **100,00 %** | **8 732 653 $** | **2 183 163 $** |
| [1] Les pourcentages sont appliqués au solde du Fonds pour les activités du programme à la date du 31 décembre 2021. Ce solde n’inclut pas le Fonds de réserve (1 000 000 USD). |
| Les fonds non engagés à la fin de la période couverte par ce Plan sont reportés sur l’exercice financier suivant et doivent être affectés conformément au Plan approuvé par l’Assemblée générale à ce moment. |
| Pour la période du 1er janvier 2024 au 30 juin 2024, un quart du montant établi pour les vingt-quatre mois de l’exercice 2022–2023 sera alloué à titre provisoire, à l’exception du Fonds de réserve, dont le montant a été fixé par le Comité à 1 million de dollars des États-Unis (Décision [10.COM 8](https://ich.unesco.org/fr/D%C3%A9cisions/10.COM/8)). |

1. . La [Politique d’évaluation de l’UNESCO](https://unesdoc.unesco.org/ark%3A/48223/pf0000381664/PDF/381664eng.pdf.multi) recommande que 3% des dépenses du programme soient consacrées à l’évaluation comme niveau minimum d’investissement recommandé. Considérant que le coût d’une évaluation peut varier de 5 000 à 10 000 dollars des États-Unis pour chaque projet, en fonction de son ampleur et de sa durée, il est estimé que 5% du budget d’un projet sont nécessaires pour l’évaluation. Sur la base de ces orientations, les actions de suivi peuvent également correspondre à 5% du budget d’un projet. [↑](#footnote-ref-1)
2. . ‘Assistance préparatoire’, désigne l’assistance que les États parties peuvent demander pour l’élaboration de nominations à la liste du Patrimoine culturel immatériel nécessitant une sauvegarde urgente ou de propositions pour le Registre des bonnes pratiques de sauvegarde (paragraphe 21 des [Directives opérationnelles](https://ich.unesco.org/doc/src/2003_Convention_Basic_Texts-_2020_version-EN.pdf)). ‘Assistance technique’ désigne la mise à disposition d’experts, tels que décrits à l’article 21 de la Convention, aux États parties souhaitant développer des demandes d’Assistance internationale ([Décision 8.COM 7.c](https://ich.unesco.org/en/Decisions/8.COM/7.c)). [↑](#footnote-ref-2)
3. . La ventilation par résultat escompté pour 2020–2021 a été approuvée par l’Assemblée générale en 2020 (Résolution [8.GA 7](https://ich.unesco.org/fr/Decisions/8.GA/7)). [↑](#footnote-ref-3)